

L'arène INTERNATIONALE

Du DIALOGUE à l'alliance des CIVILISATIONS, TOTALITARISME de demain ?

Malka Marcovich

Historienne et auteur de *Nations*

désUnies, comment l'Onu enterre

les droits de l'homme, ed. Jacob

Duvernet, 2008.

En septembre 1998, « la communauté internationale » s'apprête à célébrer jusqu'à perdre souffle le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette ère d'euphorie¹ reste marquée dans les mémoires par la fin de l'apartheid, l'effondrement de l'empire soviétique et la foi dans l'aboutissement du processus de paix entre Israéliens et Palestiniens. Au même moment, à Durban en Afrique du Sud, le Mouvement des non-alignés (NAM) tient son XII^e sommet qui fonde les jalons d'un nouveau programme politique pour le XXI^e siècle. A l'occasion de cette rencontre historique, dans la ville même où Mohandas Karamchand Gandhi avait commencé sa révolution non violente près d'un siècle plus tôt, le président de la République Islamique d'Iran, Sayyed Mohammed Khatami lance son projet politique d'alliance civilisationnelle afin d'initier un « nouveau paradigme de relations internationales ». Un mois plus tard l'Assemblée générale de l'ONU en prend acte par une résolution qui dénomme l'année 2001 « année du dialogue des civilisations ».

Du choc au dialogue, la dialectique de Khatami

Les 2 et 3 septembre 1998, le Mouvement des non alignés (NAM)² qui compte cent quatorze pays³ proclame *La déclaration de Durban pour le nouveau millénaire*, programme politique sur 175 pages aux forts accents prophétiques⁴ qui touche

à tous les aspects de la politique internationale, y compris la réforme des institutions. Parmi les chefs d'État vedettes du sommet : Nelson Mandela, Fidel Castro, Yasser Arafat, et le président de la République islamique d'Iran, Sayyid Mohammed Khatami élu le 23 mai 1997, présenté en Occident comme un réformateur et un modéré.

Comme le souligne Chahdhortt Djavahnn⁵, depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, les idéologues du régime iranien ont pris conscience que leur survie dépend désormais d'une stratégie de dédoublement ou la création d'un Janus iranien à deux visages incarné successivement – ou simultanément – par la modération et l'excès. Khatami peut donc tout à la fois accélérer le programme nucléaire, réprimer les opposants et promouvoir le dialogue. Fin politicien, il est rompu aux méthodes de propagande et a gravité dans toutes les structures du régime, devenant membre en 1992, puis président en 1996 du *Conseil suprême de la révolution culturelle* qui a pour mission de veiller au maintien et au développement de la culture islamique par tous les moyens, y compris répressifs.

Khatami présente son projet de *Dialogue des civilisations*, qu'il théorise dans un ouvrage publié uniquement en persan. C'est une réponse au *Choc des civilisations* de Samuel Huntington. Ce livre de l'universitaire américain se voit investi d'une portée et d'un pouvoir qui le dépassent et le président iranien de transformer pour les besoins de son discours cet essai académique et polémique en un dangereux manifeste du projet politique hégémonique occidental et impérialiste menaçant le monde⁶. Le 4 novembre 1998, l'Assemblée Générale de l'ONU adopte la résolution présentée par l'Iran, consacrant l'année 2001 : « Année du dialogue des civilisations ». De 1998 à 2002, l'Unesco – qui avait déjà, dès les années 1970, été le fer de lance de la poussée relativiste au sein de l'institution internationale⁷ – va être, grâce au partenariat avec l'ISESCO⁸, le lieu privilégié d'élaboration de la rhétorique de l'*Alliance des civilisations*, au nom du dialogue et de la diversité culturelle.⁹

La déclaration finale du premier symposium en 1999 à Téhéran présente les lignes directrices du fameux dialogue. L'OCI doit y jouer « un rôle d'avant-garde mondial », « promouvoir la culture islamique » et « proposer un *projet de déclaration universelle du dialogue entre les civilisations* ». La question palestinienne est mise en avant, « al Qods » ayant pour vocation de devenir le « berceau du dialogue et de la tolérance », une fois que l'occupation israélienne aura cessé. Tout l'édifice de la future alliance y est précisée, y compris l'utilisation des nouveaux médias, « l'identification des différents acteurs sur la scène internationale chargés de bâtir » le nouvel « ordre mondial » en « s'efforçant de faire participer les représentants d'autres civilisations contemporaines » sur la base « des préceptes islamiques fondamentaux »¹⁰.

L'aura de Khatami se renforce au sein de l'Organisation des Nations Unies. Lors du Sommet du Millénaire à New York en septembre 2000, véritable messe planétaire au tournant du siècle, les chefs d'Etat du monde entier souscrivent (ou font semblant de souscrire) à l'utopie d'un futur radieux. Ils remercient en coeur le Président de la République islamique d'Iran, pour avoir porté la résolution consacrant l'année 2001 : « Année pour le dialogue des civilisations ».

Durban septembre 1998 conférence du NAM – Durban septembre 2001 intitulée « Conférence mondiale contre le racisme » du 28 août au 7 septembre. Trois ans auront suffi pour que « l'année du dialogue » devienne l'année de l'apogée du racisme et de la violence avec les attentats terroristes du 11 septembre. Pourtant, à peine deux mois se sont écoulés quand, le 9 novembre 2001, est adopté le « Programme d'action pour le dialogue entre les civilisations ». Nul amendement, nulle évocation du 11 septembre. Deux mois après les violences de Durban, et les attentats de New York. L'heure n'est pas au bilan mais à la fuite en avant. Poser les jalons de l'inversion, perpétuer l'exclusion, tourner le dos à l'universalisme, voilà ce que propose l'ONU en cet automne 2001. Le 10 novembre, lors de son discours à l'Assemblée Générale, le président iranien Khatami définit les fondements du *Dialogue* qui doit déboucher sur les normes internationales du futur et fournit une définition du terrorisme qu'il veut mondiale : « Au milieu de la crise terroriste mondiale, le monde est confronté à un genre de terrorisme intensif très grave au Moyen-Orient. L'occupation des territoires palestiniens [...], la judaïsation de la Palestine [...], le meurtre et la terreur des civils palestiniens sans défense, la destruction des sites historiques, sont des exemples de ce phénomène [...]. Nous devons parvenir à une définition appropriée du terrorisme qui fait une distinction entre un acte criminel aveugle et la défense légitime contre l'occupation, la violence et la répression. »

Du Dialogue à l'Alliance

Pour beaucoup, ce ne sont pas les dissimulations et la mise en cause de l'ETA dans les heures qui ont suivi les attentats de Madrid le 11 mars 2004 qui sont à l'origine de la défaite de José Maria Aznar aux élections espagnoles, certains y ont vu une réponse directe et sanglante au soutien à Georges W. Bush en Irak. C'est d'ailleurs tout le sens que prend le vibrant discours du nouveau Président du gouvernement espagnol, José Luis Zapatero, le 21 septembre 2004 à la tribune de l'Assemblée Générale de l'ONU. Il croit plus que tout en « la force du dialogue entre les peuples et les cultures pour lutter contre le terrorisme » et propose, en tant que « pays enraciné dans plusieurs cultures », de « fonder une Alliance des civilisations » entre « les mondes musulmans et

arabes et occidental. » Selon Zapatero, le conflit au Moyen Orient (Irak et Israël), est « la tumeur primaire » des instabilités mondiales.

Le Ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, Kamal Karazzi rappelle le rôle central du Président Khatami dans la mise en place du *Dialogue des civilisations* et l'enthousiasme suscité par son initiative auprès de la communauté internationale. Selon lui, seul ce « paradigme qui a fait ses preuves depuis 2001 » est valable¹¹. Il souligne que le terrorisme est une menace mondiale, et n'hésite pas à mettre sur le même plan « les tragiques incidents à l'école de Baslan (...) et le terrorisme d'Etat d'Israël ».

La Turquie n'est pas en reste. Son nouveau Premier Ministre, Recep Tayyip Erdogan élu le 11 mars 2003, à qui l'on doit la création du nouveau concept d'« islamisme modéré », entend lui aussi s'impliquer dans la création de *l'Alliance*. Dans son discours en assemblée plénière le 23 septembre 2004, son ministre des Affaires Etrangères, Abdullah Gül, rappelle que son pays dispose d'une position géographique, culturelle et politique unique : « seul membre de l'OCI à être candidat de l'Union Européenne », il est le plus à même « pour faciliter les interactions et le dialogue entre les mondes occidental et islamique ».

Le 14 juillet 2005, le Secrétaire Général Kofi Annan lance officiellement *l'Alliance des civilisations* à qui incombera la charge de résoudre et de prévenir les conflits. Il la conçoit comme « une coalition (...) un mouvement pour promouvoir le respect mutuel des croyances et traditions religieuses » En marge des négociations conflictuelles de l'été autour des réformes de l'ONU, il sélectionne avec les chefs des gouvernements turc et espagnol les élus constituant le « *Groupe d'éminentes personnes ou Groupe des sages* », noyau de *l'Alliance des civilisations*, sensées représenter toutes les régions et cultures du monde ayant pour mission de rédiger un rapport présentant un plan d'action concret et des recommandations avant la fin 2006.

Bipolarité, partis pris idéologiques dès les origines de l'Alliance... « des religions »

Malgré son projet apparemment généreux fondé sur le respect des multiples composantes des sociétés humaines, des présupposés idéologiques aux lourdes conséquences politiques traversent les *Termes de référence* du projet remis le 25 août 2005 au groupe *d'éminentes personnes*. Loin de reconnaître un monde multipolaire, le cahier des charges met en avant une nouvelle bipolarité géopolitique opposant les sociétés islamique et occidentale. Aucune de ces deux entités ne sont définies mais apparaissent, l'une et l'autre, tels deux blocs politiques homogènes, déterminés par leur civilisation et leur culture identifiées à la religion. Le lissage des deux pôles a l'avantage de recouvrir les conflits à l'intérieur de l'Is-

lam, ainsi que les ajustements politiques et institutionnels qui font débat dans la construction de l'Union européenne ou au sein de plateformes plus larges comme l'OSCE qui englobe les anciens pays communistes, les Etats-Unis et le Canada.

Le document cadre énonce d'emblée que ce sont les incompréhensions mutuelles, les stéréotypes véhiculées par l'une et l'autre culture, comprendre « religion », qui favorisent « les extrémistes » et menacent la paix. En l'absence de définition du terrorisme par la communauté internationale, cette formulation permet d'introduire le relativisme à l'intérieur de l'Islam politique et éventuellement de comprendre les passages à l'acte comme des réponses aux stéréotypes racistes ou aux situations et pratiques d'oppression considérées comme humiliantes et discriminantes. Ainsi, al Qaïda qui agit hors de tout cadre étatique, est désignée comme extrémiste tandis que des Etats revendiquant l'application de la Charia comme l'Arabie Saoudite ou finançant des organisations comme le Hezbollah ou le Hamas dans le cas iranien, ne le sont pas.

Les débats lors de la première réunion du groupe *des Sages* à Majorque du 27 au 29 novembre 2005 donne déjà le ton. Les religions promeuvent la compassion et le partage. Khatami affirme que « les trois monothéismes s'accordent » sur le fait qu'il est « impossible d'être juif, chrétien ou musulman et d'être terroriste ». On ne peut ignorer la charge symbolique que peut prendre le terme « Alliance » dans une structure qui privilégie à ce point l'espace du religieux. Après la première Alliance contractée par Abraham dans la tradition juive, la deuxième Alliance incarnée par le Christ, la troisième Alliance serait elle réalisée au travers du dialogue civilisationnel de ces trois religions ? Outre le fait que la mise en avant des trois religions monothéistes participe à l'exclusion de toutes les autres formes de spiritualité, cette proposition reste conforme à la position diplomatique iranienne considérant comme illégitime l'existence de l'Etat d'Israël, niant l'existence d'un peuple Juif dont le mouvement d'autodétermination aurait été incarné par le sionisme, mais qui en revanche dit accepter le judaïsme en tant que religion.

Ce parti pris idéologique se reflète également dans l'équilibre trouvé dans le choix des *Sages*. Sur les vingt personnalités, neuf appartiennent au monde islamique. On ne trouve aucune *éminente* personnalité israélienne¹². Et pour incarner le point de vue juif, le Rabbin Arthur Schneier – survivant des camps nazis, qui a œuvré toute sa vie au dialogue interreligieux – a été désigné comme l'un des deux représentant de l'Amérique du nord. On peut se poser des questions sur la teneur du dialogue interreligieux à la lecture des textes diffusés par *l'Alliance*, notamment celui de la théologienne Karen Armstrong, qui représente avec l'ancien ministre français Hubert Védrine l'Europe de l'Ouest, et qui affirme : « Les

Juifs ont toujours éprouvé des difficultés à accepter le christianisme et l'islam en tant que religion postérieure à eux. Le christianisme a toujours eu des relations difficiles avec le judaïsme (...) et a considéré l'Islam comme une imitation blasphématoire de la révélation. Le Coran en revanche perçoit positivement le judaïsme et le christianisme »¹³.

La négation comme prélude au dialogue

Les deux pays parrains de *l'Alliance* affirment des positions négationnistes sur des événements historiques et contemporains. Lors du *premier Forum* à Madrid du 15 au 18 janvier 2008, le premier Ministre Erdogan qui persiste à nier le génocide arménien, accuse publiquement de propagande les lobbies antiturcs opposés à son entrée dans l'Union Européenne et déclare que l'intégration de son pays à l'UE sera « un indicateur clair que l'Alliance des civilisations est possible. » Il saisit cette occasion pour menacer de ne pas participer au projet Euro-Méditerranée s'il doit constituer une alternative à l'UE.¹⁴

La négation du génocide des Arméniens ne semble pas offusquer outre mesure le Président José Luis Zapatero qui, faisant fi des divisions entre les pays européens sur le dossier turc, n'hésite pas à utiliser la tribune du *Forum* pour réaffirmer son soutien à Erdogan. Ce n'est pas le seul dossier sur lequel le chef du gouvernement espagnol fait des concessions au négationnisme turc. En septembre 2004, au moment du lancement de *l'Alliance des civilisations*, alors que se négocie au même moment une déclaration sur le Darfour au Conseil de sécurité, il écarte le qualificatif de génocide et s'oppose au devoir d'ingérence. On trouve d'autres personnalités politiques à qui le rappel de l'histoire semble poser problème. Parmi elle, l'ancien Secrétaire d'Etat de l'Elysée à l'époque du génocide des Tutsis du Rwanda, Hubert Védrine, qui recourt à la théorie du complot à propos des attaques concernant la responsabilité de la France : « Elles sont surtout venues de journalistes, d'ONG, de personnalités politiques tutsies, africaines anglophones, anglaises, américaines et belges »¹⁵

Comment ne pas éprouver un certain malaise, devant son évocation partielle de la *Conférence contre le racisme* de Durban en 2001 ? Il était alors ministre des Affaires étrangères et ne pouvait ignorer la violence antisémite qui s'y déroulait. Pourtant, il n'en dit mot et en évoquant cette période, il plaide pour la refonte d'une politique étrangère efficace¹⁶ : « La multiplication ou la résurgence des affrontements intercommunautaires et des revendications à teinte fortement confessionnelle ou ethnique [...] semblent contredire les promoteurs de l'inéluctable convergence des peuples dans le consensus universaliste. Ainsi, à Durban [...], la conférence des Nations Unies contre le racisme, sujet en principe et par excellence consensuel, achoppe sur la qualification de l'his-

toire de l'esclavage et des conséquences politiques à en tirer ! Cet échec rappelle brutalement aux optimistes le fossé toujours béant entre Occidentaux, Africains et Musulmans. »

Le blasphème : première et unique condamnation officielle

De novembre 2005 à novembre 2006, le *Groupe des sages* se réunit à cinq reprises en vue de l'élaboration du plan d'action pour « l'apaisement des conflits ». La deuxième réunion au Qatar, le 27 février, porte essentiellement sur l'affaire des caricatures de Mahomet¹⁷. La déclaration commune de l'OCI, l'UE et l'ONU qui participent à cette réunion, condamne les dessins mais nullement les réactions violentes qu'elles ont suscitées : « Nous appelons chacun à exercer ce droit [la liberté d'expression] de manière responsable, et à ne pas l'utiliser comme un prétexte pour inciter à la haine ou aux insultes contre les croyances profondément ancrées de quelque communauté que ce soit. ». A la suite de cette déclaration commune, l'archevêque Desmond Tutu, représentant de l'Afrique du Sud, précise : « La controverse autour des caricatures danoises est la manifestation d'un plus grand problème entre le monde musulman "marginalisé" et un Occident puissant et exploiteur ». A l'occasion des réunions qui suivront dans différentes régions du monde, les hautes personnalités ne manqueront jamais de revenir sur le thème des caricatures et leur atteinte au monde musulman.

Le rapport fondateur de la nouvelle alliance

Le rapport est remis au Secrétaire Général le 13 novembre 2006 à Istanbul. Dans une vibrante déclaration aux accents prophétiques, Kofi Annan, dont le mandat expire à la fin décembre, promet la mise en œuvre du rapport et de ses recommandations à travers un mécanisme qu'il construira « en consultation avec son successeur. »

La première partie du rapport, supposé établir un état des lieux de la situation mondiale, se focalise sur les relations entre « l'Islam et l'Occident » au travers d'analyses et interprétations historiques, politiques et sociologiques dont la valeur scientifique reste contestable mais dont la position idéologique est fortement affirmée. La deuxième partie est consacrée aux champs d'action et à des recommandations qui mélangent groupes cibles (la jeunesse), sujets (les migrations) et moyens (éducation, médias), ainsi qu'à la structuration de *l'Alliance* qui a vocation à devenir un organisme au fonctionnement autonome.

Alors qu'il affirme vouloir lutter contre les extrémismes, le terrorisme, et aider à l'instauration d'un monde pacifié, le rapport intronise les religions, notamment

l'Islam politique, ignore le mouvement universaliste des Lumières, condamnent la laïcité associée au colonialisme et considère le problème israélo-palestinien comme prioritaire.

Jusqu'à dernièrement, cette focalisation systématique sur Israël servait d'alibi dans nombre de discussions au sein de l'institution internationale. Pour le meilleur ou le pire, il permettait d'éviter de se pencher sur des sujets ne présentant aucun bénéfice politique, par exemple la question du Tibet et de la Chine ou ne pas évoquer le soutien à telle ou telle dictature dans le cas de certaines démocraties occidentales dépendantes des pays producteurs de pétrole, ou encore à faire preuve d'impartialité sur la question du désarmement et de la prolifération nucléaire pour condamner symétriquement l'Iran et Israël.

Ce qui est cependant nouveau, c'est que pour éviter le terrorisme les anciens pays coloniaux devraient se démarquer de ce qui pourrait être perçu comme une « collusion entre Israël et l'Occident ». Cette mise à distance serait le préalable à la réconciliation tant souhaitée entre les anciennes « puissances coloniales » et les pays indépendants « émergents ». Israël représente ainsi (et non la religion juive) le dernier empire colonial occidental et laïque dans un Moyen Orient qui doit retrouver sa vocation religieuse originelle.

S'opposant à l'esprit des Lumières, le rapport critique « la laïcité ou le laïcisme, en tant que principes légaux et politiques » permettant de parvenir à « une plus grande liberté politique ». Il conclut qu'aujourd'hui, « la plupart des sociétés expriment le souhait de manière pacifique » « à voir les religions avoir un plus grand rôle politique dans la vie publique », et que pour ce faire, seule « une petite proportion de groupes religieusement motivés participe à des actes de violence à travers le monde ». Car beaucoup éprouvent « une déception profonde pour la modernité laïque (...) invasive et amoral ». Glissant vers la critique de la conception moderne des Etats nations, le rapport précise : Si les religions « font la promotion d'idéaux de compassion, de justice et de respect pour la dignité de la vie », « des motivations séculaires et politiques ont été responsables de quelques règnes de terreur les plus horribles jamais connus de mémoire humaine, dont l'Holocauste, les répressions staliniennes en Union soviétique, et les génocides plus récents au Cambodge, dans les Balkans et au Rwanda, tous perpétrés par des puissances étatiques. »

Il ne s'agit donc pas de faire une analyse des politiques totalitaires et de donner une définition de la démocratie fondée sur la liberté de conscience, mais de considérer les lois divines comme supérieures aux lois humaines. Ainsi les recommandations mettent en exergue le droit à la liberté de religion avant tous les autres droits élaborés depuis la proclamation de la Déclaration Universelle de 1948.

Une machine de propagande totalitaire mondialisée en marge et insérée dans les rouages de l'ONU

Les recommandations du rapport ne prévoient nullement que la pérennisation de *l'Alliance* et la mise en œuvre de son plan d'action soient soumis à l'approbation des Etats membres de l'ONU. En effet, des débats entre pays membres risqueraient de faire apparaître points de désaccord et frictions, voire des oppositions très claires. La nécessité d'apparaître comme une initiative consensuelle et porteuse d'un message harmonieux est essentielle à la bonne réalisation de l'entreprise. Il n'y aura donc ni débat, ni résolution, ni vote sur le budget alloué, sur le mode de fonctionnement, la structure, les thèmes définis comme prioritaires, la désignation des *Sages*.

Ne pouvant par ailleurs se passer de l'estampillage institutionnel onusien, gage de sérieux et en outre essentiel pour l'inclusion d'autres partenaires institutionnels étatiques ou régionaux participant à la promotion de *l'Alliance*, il est prévu que le Secrétaire Général désigne un *Haut représentant* de *l'Alliance* « afin de superviser la mise en place des recommandations (...) d'assurer sa visibilité et sa continuité ». Le *Haut représentant* a également pour mission d'aider le Secrétaire Général à « désamorcer les tensions religieuses et culturelles (...) en période de crise ». Le siège de *l'Alliance* se trouvera au siège de New York et un Forum doit être établi sous les auspices de l'ONU.

Il est également prévu que « des partenariats soient constitués avec des institutions publiques et privées ». Le concours de sociétés privées dans la machinerie de *l'Alliance* va permettre de bénéficier d'une manne financière considérable, de ramener les fonds de fondations privées dévolues d'ordinaires à des associations de terrain qui disposent d'une certaine liberté de parole. Les Etats réunis dans une nouvelle structure associée intitulée *Amis de l'Alliance* assureront sa valorisation au niveau national voire régional.

Les représentants des médias, des arts et de la culture ne sont pas en reste. Scénaristes, journalistes, acteurs, producteurs, tous contribueront à la réalisation de films, jeux vidéos etc. sous le contrôle de l'OCI entre autre afin de gérer des situations de crise comme celle de l'affaire des caricatures danoises. En d'autres termes, il s'agit de restreindre la liberté d'expression, de fabriquer le contenu des messages que les médias seront en charge de diffuser.

Prosélytisme et développement mondial

Après avoir consulté les chefs des gouvernements espagnols et turcs en mars 2007, le nouveau Secrétaire Général Ban Ki-Moon nomme Jorge Sampaio, ancien Président Portugais au poste de *Haut représentant de l'Alliance*. En merveilleux orateur confirmant sa réputation de bonhomie attirant la sympathie et

la confiance, il est le représentant idéal du nouveau produit labellisé « Nous les peuples » qu'il va promouvoir à travers le monde et sur toutes les plateformes possibles. Dans ses discours il affirme que si l'Alliance comporte « une dimension politique fondamentale » et « ouvre à la compréhension entre les peuples », elle « ne saurait se substituer au Conseil de Sécurité ou au Conseil des droits de l'homme », ni « empiéter sur les prérogatives de l'ONU » mais être « complémentaire » et tout simplement « faire de la diplomatie préventive ». De plus, elle n'est pas « réservée » à un petit club d'élus. Sa « plus-value » résiderait dans le fait que tous peuvent la rejoindre à travers le groupe des Amis de l'Alliance. Chacun y trouvera un « intérêt supérieur » en y adhérant par une démarche volontaire qui doit permettre aux pays de prouver le « renouvellement de l'engagement en faveur des Nations Unies ». Pour l'ancien président portugais, « c'est une solution gagnant-gagnant. ». La société civile n'est pas en reste, sommée de « se mobiliser, faute de quoi les objectifs seront compromis ». Curieuse manière d'interpeller le monde associatif censé conserver son autonomie et son indépendance ! En gros, il s'agit pour tous les potentiels partenaires, gouvernements et ONG, de signer en quelque sorte un « chèque en blanc », alors même que le programme de l'Alliance n'est pas clairement établi, pas plus que son mode de fonctionnement demeuré totalement opaque.

Depuis le Forum de Madrid en janvier 2008, date du coup d'envoi de son épanouissement médiatique, de nombreuses fondations ou partenaires privés se sont joint l'*Alliance*. Les fonds alloués à destination des médias pour endiguer les représentations stéréotypées de l'islam se comptent par dizaines voire centaines de millions de dollars. Tous les thèmes sont bons à prendre, de la traite des personnes au racisme. Les gouvernements et personnalités politiques se précipitent pour en faire partie et la promouvoir, comme la France dès septembre 2007 ou le maire de Paris, Bertrand Delanoë, à travers l'Organisation des Maires des Grandes Villes. En France, à n'en pas douter, la petite musique civilisationnelle entonnée le 31 décembre 2007 par le président Nicolas Sarkozy lors de ses vœux aux Français, a bien fait son chemin...

notes

1. La guerre des Balkans, le génocide au Rwanda etc... et les trafics en tout genre sont perçus comme des dommages collatéraux à la marche triomphale vers la concorde planétaire.
2. Durant la période des années 1990, le NAM semble affaibli ou du moins en sourdine. La Yougoslavie fondatrice du Mouvement s'en est retirée suite à son éclatement et d'autres pays tournent leurs regards vers d'autres perspectives. Durant ces années de flottement, le mouvement retrouve cependant un nouveau souffle et un espace de manoeuvre plus large. Il est ainsi rejoint par l'Iran, la

Malaisie, l'Afrique du Sud en 1994 puis par la Biélorussie en 1998. Parallèlement, l'Organisation de la conférence islamique dont les pays membres constituent la majorité du Mouvement, se redynamise. La ligne politique anticolonialiste, antilibérale, antisioniste qui s'était affirmée à l'occasion du sommet de La Havane en 1979 tire désormais profit des luttes passées contre l'oppression (notamment en s'adossant à d'anciennes structures très organisées telles que l'ANC en Afrique du Sud).

3. Il en compte 118 aujourd'hui.

4. « Nous avons souffert des siècles de colonialisme, d'oppression, d'agression, d'exploitation et d'abandon. Nous avons été le peuple invisible du monde. (...) De fait, notre heure a sonné. (...) La guerre froide est révolue. L'ère où nous allons entrer peut être une ère nouvelle, l'ère des nations émergentes, l'ère du Sud, l'ère du renouveau et de la renaissance, l'ère des espoirs justifiés. (...) Relevons ce défi et que l'esprit de Durban soit notre détermination à triompher. Durban doit marquer le virage à partir duquel les dépossédés d'antan, la majorité, rentreront dans leur bien. »

5. Chadohrtt Djavann, « A mon corps défendant, l'Occident », Flammarion, 2007.

6. Jusqu'à ce jour, l'ouvrage de Huntington demeure entouré de ce fantasme il fonderait la politique bushiste et serait à la base des comportements racistes en occident. Tous les rapports du Rapporteur spécial sur le racisme de l'ONU ne manquent pas de le citer.

7. Voir notamment Alain Finkielkraut, *La défaite de la pensée*, Ed. Gallimard 1987.

8. L'Organisation islamique internationale pour l'Education, la Culture et les Sciences.

9. Cette poussée se fait conjointement au processus de réflexion pour les réformes de l'ONU au sein de l'organisation internationale. Voir à ce sujet Malka Marcovich, *Les Nations désUnies*, Ed, Jacob Duvernet 2008.

10. D'autres réunions de l'ISESCO sont organisées autour du Dialogue, en 2000 à Berlin, en juillet 2001 à Rabat, en novembre 2001 à Tunis, en mai 2002 à Damas, en octobre 2002 au Liechtenstein, en septembre 2003 à Frankfort... tandis qu'en 2000 l'Unesco organise un séminaire à l'issue duquel le Secrétaire Général de l'ONU Kofi Annan, désigne un groupe de personnes qui vont réaliser un rapport « *Surmonter les divisions* » qu'ils remettent le 7 novembre 2001 : il reprendra les grandes lignes de la déclaration de Téhéran.

11. Le Ministre iranien émettait des réserves sur le rapport que le Secrétaire Général avait commandé à un groupe de haut niveau sur les réformes à apporter au système de l'Institution dans la perspective du Sommet Mondial de 2005. Voir M. Marcovich, *Les Nations désUnies*, op cit.

12. On ne trouve pas non plus de représentant palestinien. La palestinienne Hanan Hashrawi figurait cependant parmi les hautes personnalités du *Dialogue* en 2001et Israël en était exclu.

13. *Share International*, Vol 26. N° 7, Septembre 2007.

14. *Turquie News*, vendredi 18 janvier 2008.

15. Institut François Mitterrand, 5 juin 2004.

16. *Continuer l'Histoire*, Fayard, 2007. Nous n'évoquerons pas ici son attitude équivoque vis-à-vis du dossier atomique iranien.

17. Jeanne Favret-Saada, *Comment produire une crise mondiale avec douze petits dessins*, Ed. Les prairies ordinaires, 2007.